

CONSEILS DES GOUVERNEURS ● ASSEMBLÉE ANNUELLE 2000 ● PRAGUE, RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

Communiqué de presse n° 68(F)

26–28 septembre 2000

Déclaration finale de M. **TREVOR ANDREW MANUEL**,
Président des Conseils des gouverneurs
et Gouverneur du FMI et de la Banque pour l'**AFRIQUE DU SUD**
à la séance de clôture

**Déclaration finale de M. Trevor Andrew Manuel,
Président des Conseils des gouverneurs et Gouverneur de la Banque
pour l'Afrique du Sud,
à la séance de clôture**

Chers collègues, Mesdames et Messieurs, nous concluons cette Assemblée annuelle
— la première du nouveau millénaire — en un temps record.

Il y a trois semaines, les Chefs d'État et de gouvernement de nos pays se sont réunis à New York pour le Sommet du millénaire organisé par les Nations Unies. La gouvernance mondiale figurait au nombre des thèmes abordés, et le financement du développement est apparu comme l'un des principaux volets de cette gouvernance. Un signal fort nous a été lancé à cette occasion : il nous a été demandé de faire les choses différemment au cours de ce nouveau millénaire, et je pense qu'il importe que, dans nos réflexions, nous replaçions ces réunions dans ce contexte.

L'Assemblée annuelle s'est ouverte par quatre discours brillants, dans lesquels on retrouvait, en filigrane, un certain nombre d'idées fortes. La contribution du Président Havel, en particulier, a élevé le débat, ainsi que l'ont rappelé M. Wolfensohn et M. Köhler. Ce qui est important, c'est que ces quatre discours accordaient une place centrale à la dimension humaine et nous proposaient une certaine vision. Nous devons constamment garder à l'esprit, premièrement, les valeurs; deuxièmement, les avantages de la mondialisation; troisièmement, la réalité des inégalités et de la pauvreté; quatrièmement, notre devoir à tous, qui est de combattre ces fléaux; cinquièmement, la nécessité d'un appui institutionnel pour mener ce combat; sixièmement, enfin, le fait que l'histoire du monde et de l'économie est à un tournant dont nous devons mesurer l'importance pour réagir comme il convient.

Je retiendrai pour ma part huit grandes idées des contributions des gouverneurs.

Premièrement, nous nous réjouissons de la déclaration commune du Président de la Banque mondiale et du Directeur général du Fonds monétaire international. Les questions relatives au financement du développement ont été évoquées ainsi que celles du coût pour nos pays des relations avec ces institutions, comme l'a rappelé un gouverneur, enfin, les gouverneurs ont discuté aussi des questions de la gouvernance mondiale qui n'ont toujours pas été résolues, telles que le problème du blanchiment d'argent.

Deuxièmement, la réforme des deux institutions, a été largement débattue. Un certain nombre de gouverneurs ont insisté sur la nécessité de donner davantage voix au chapitre aux pays en développement. Diverses opinions ont été avancées sur la question importante du calcul et des répartitions des quotes-parts. De nombreux gouverneurs ont

aussi évoqué les questions liées aux programmes et produits proposés par les institutions de Bretton Woods à leurs États membres.

Troisièmement, les questions de gouvernance interne ont été évoquées elles aussi, et il est intéressant que nous puissions partager, avec nos collègues Ministres des finances et Gouverneurs de banque centrale, les leçons des progrès accomplis dans la démocratisation de nos pays. Le degré de similitude auquel nous sommes parvenus désormais dans le domaine de la gouvernance est là aussi remarquable, et nous devons nous en féliciter. Le thème de la gouvernance régionale s'inscrit également dans ce cadre, et je tiens à féliciter les gouverneurs qui ont pris la parole au nom de nos régions et qui ont fait apparaître clairement les similitudes et la convergence économique qui se dessinent lorsque différents pays entreprennent de travailler en collaboration étroite.

Quatrièmement, la question de la stabilité a été largement évoquée. La stabilité financière avait déjà été au cœur de nos débats il y a deux ans à peine, et elle a été abordée à nouveau cette année par le biais de la hausse des prix pétroliers. Elle figure en bonne place, assurément, dans le rapport du Président du CMFI, mais elle a également été soulevée ici par un certain nombre de gouverneurs représentant aussi bien des pays producteurs que des pays importateurs de pétrole. Et je pense que les similitudes entre la question des flux financiers que nous avons évoquée il y a deux ans et celle des prix pétroliers doivent certainement s'imposer à nous comme un élément dont il faudra tenir compte à l'avenir. Mais ce qui doit retenir notre attention, c'est le message salubre que certains gouverneurs ont envoyé en nous invitant, à ne pas oublier les risques liés aux flux financiers, en dépit de leur atténuation apparente ces deux dernières années. Les gouverneurs nous ont invités, à ce propos, à ne pas nous endormir sur nos lauriers, et à profiter de la conjoncture actuelle favorable pour engager les réformes indispensables. L'objectif de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international est notamment de favoriser une plus grande stabilité, et l'engagement de renforcer la prévention des crises pris par M. Köhler hier marque une étape importante dans ce sens.

Cinquièmement, les gouverneurs ont fait pour nous le point de la situation économique de leurs pays. Il est frappant d'observer le parallélisme entre l'évolution macroéconomique et le changement interne. Cela dit, le gouverneur pour la Nouvelle-Zélande nous a très justement mis en garde ce matin contre les soi-disant panacées lorsque nous donnons des conseils de réforme économique. Et nous en revenons à l'un des thèmes évoqués dans les quatre discours prononcés à l'ouverture de l'Assemblée, celui de la répartition des fruits de la mondialisation. Il importe de nous demander qui en profite et qui en est exclu. Certains gouverneurs nous l'ont rappelé en évoquant la situation difficile des pays producteurs de produits de base, souvent de produits agricoles. À cet égard, la déclaration du CARICOM a été des plus pertinentes.

Dans ce contexte, lorsque les pays au départ pauvres, qui fournissent des produits de base pour des marchés de grande taille, ont du mal à trouver des débouchés pour leur production, lorsque le degré de pauvreté qui y règne n'a pas permis de mettre suffisamment en valeur leurs ressources humaines, je pense que nous revenons à la question de savoir qui

bénéficie pleinement de la mondialisation et qui en est exclu. Lorsque les pays s'emploient à mettre en œuvre des réformes et se rendent compte que la viabilité macroéconomique est une condition nécessaire mais non suffisante, cela nous ramène au rôle de la Banque mondiale et du FMI.

Le sixième grand thème a trait à l'allègement immédiat et substantiel de la dette, dont chacun reconnaît l'importance. Il convient d'aborder la question non seulement d'un point de vue rétrospectif, mais aussi sous un angle prospectif; je tiens à faire écho aux appels lancés de toute part en faveur d'un allègement plus rapide et plus substantiel et je me réjouis de la volonté réaffirmée par nombre de pays d'accélérer l'allègement de la dette bilatérale.

Le septième sujet important est le souci d'équité, soulignant l'interdépendance des pays, mais sensible aussi s'agissant du marché du pétrole, de l'investissement direct étranger, du commerce international et de l'aide publique au développement.

Le dernier grand thème que je retiens est celui de l'importance de la communication. Que nous reproche-t-on ? Qu'est-ce qui nous différencie de ceux qui manifestent dans la rue? Je voudrais souligner à mon tour la distinction qu'il convient d'opérer entre, d'une part, les manifestants pacifiques et les ONG, dont certains représentants ont été présents tout au long des travaux de l'Assemblée, et de l'autre, les casseurs, qui ne songent qu'à détruire. Plusieurs orateurs ont tenu à marquer cette distinction mais elle a été soulignée avec force dans les interventions de MM. Köhler et Wolfensohn.

La communication est à l'évidence un point extrêmement important. La volonté réaffirmée par MM. Köhler et Wolfensohn de mettre les institutions de Bretton Woods davantage à l'écoute de l'opinion publique mérite d'être saluée. Nous avons tous dit que ces institutions doivent être plus attentives à nos besoins et qu'elles établir des relations plus solides avec leurs États membres afin que nous puissions relever avec vigueur le défi du développement. Autre point particulièrement encourageant : l'appui unanime des gouverneurs à la vision du FMI de l'avenir que M. Köhler souhaite bâtir durant son mandat, ainsi qu'aux nouveaux engagements pris par M. Wolfensohn. Mais pour qu'il y ait vraiment communication, il faut qu'elle porte aussi sur les sujets qui fâchent. Reconnaissons que ces sujets délicats, sur lesquels les points de vue divergent, ont été abordés à cette Assemblée, qui ne s'est donc pas bornée à la recherche de solutions consensuelles.

À cet égard, la question du prix du pétrole a été soulevée, et bien d'autres encore : l'allègement de la dette, la mondialisation et ses retombées — qui en bénéficie, qui en est exclu et qui en souffre — et aussi la question de notre fidélité à la mission de la Banque mondiale et du FMI, telle qu'énoncée dans leurs statuts.

Le philosophe Richard Rorty affirme que nous sommes passés d'un monde de certitudes à un monde où la vérité que nous recherchons et qui nous guide est une vérité à laquelle nous parvenons par le dialogue, le débat et la discussion. Selon Rorty, la vérité est un point de vue que nous pouvons étayer par les arguments les plus convaincants. Je crois fermement que le FMI et la Banque mondiale ont un rôle crucial à jouer pour faire

en sorte que nous parvenions à des solutions plus équitables afin d'améliorer la qualité de vie de tous. Mais, pour ce faire, nous devons être à l'écoute des voix qui ont été étouffées dans la quête de la vérité. La voix des pays en développement et des pays émergents doit être désormais entendue. Nous continuerons à compter sur la direction ferme et éclairée de Horst Köhler et de Jim Wolfensohn pour transmettre cette vérité aux générations présente et future.

Je voudrais pour conclure remercier tout d'abord les gouverneurs pour leur collaboration qui a grandement facilité ma tâche de Président de cette Assemblée. Mes remerciements vont aussi à toute l'équipe du Secrétariat conjoint, et en particulier à M^{me} Pat Davis, pour le soin apporté, avec le concours précieux des autorités tchèques, à l'organisation et au bon déroulement de nos travaux.

Je tiens également à remercier le personnel affecté au bureau du Président pour sa compétence, son amabilité et son efficacité. Permettez-moi aussi d'exprimer à nouveau ma sincère gratitude au gouvernement et au peuple de la République tchèque et plus particulièrement au citoyens de Prague.

Je félicite le gouverneur pour le Costa Rica qui me succédera à la présidence des Conseils des gouverneurs.

Permettez-moi enfin de rappeler à tous que nous avons déclaré en concluant hier, qu'il nous appartient de traduire nos paroles en actes, et que nous n'avons pas le droit de faillir à cette tâche.

Avant d'ajourner la séance, je voudrais souhaiter à tous les gouverneurs et à toutes les délégations, un bon retour dans leurs pays respectifs. Je déclare clos les travaux de l'Assemblée annuelle 2000 des Conseils des gouverneurs du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale.